



« Plan de relance », de nouveaux cadeaux aux plus riches Tous-tes dans la rue le jeudi 17 septembre

La crise sanitaire et ses conséquences économiques servent de prétexte à la remise en cause des droits sociaux.

Le « plan de relance » d'Emmanuel Macron ce sont de nouvelles baisses d'impôts et exonérations de cotisations sociales pour les entreprises. Donc de l'argent en moins pour la protection sociale.

Le gouvernement donne des dizaines de milliards d'argent public à des entreprises qui licencient, imposent l'augmentation du temps de travail ou la baisse des salaires.

Il donne de l'argent public à des entreprises qui continuent à verser des dividendes aux actionnaires mais refuse de débloquer des moyens conséquents pour l'hôpital, l'éducation ou même la distribution de masques aux élèves et à la population.

Et il ne renonce pas à la casse des retraites par l'allongement de la durée de cotisation ni à la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique.

Cette dernière autorise le recours massif aux contractuels permettant une mise en concurrence directe avec les fonctionnaires. Se profilent également une rémunération « au mérite » c'est-à-dire « à la tête du client ». En cas de privatisation d'une mission, l'agent pourrait même être détaché d'office dans l'entreprise sous forme de CDI de droit privé ! La loi renforce l'opacité de certaines décisions (promotions, mobilité...) et surtout aura pour conséquence une augmentation de notre temps de travail (suppression de jours de congés) et de restreindre le droit de grève.

Leur « relance » c'est nous faire bosser plus pour nous faire payer la crise. Et ce « plan de relance », va contribuer à aggraver la crise sociale, économique et écologique. Plus que jamais la situation impose des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques actuelles.

Exigeons ensemble :

- Des créations massives de postes et la titularisation des non titulaires dans les services publics (santé, éducation, municipalités...) pour répondre aux besoins de la population.
- Une sécurité sociale intégrale et l'abandon de la réforme des retraites
- L'interdiction des licenciements et une réduction du temps de travail sans perte de salaire, pour travailler moins mais travailler toutes et tous.
- La revalorisation des salaires, de l'indice des fonctionnaires, des emplois essentiels, la hausse des minima sociaux et l'égalité femme/homme.

**Jeudi 17 septembre, tous-tes dans la rue
Un RDV pour les agent-e-s Ville de Paris sera communiqué prochainement**

Pour nous contacter et vous informer :

cgt@us-cgt-spp.org

SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr

<https://www.facebook.com/parisnebatpasenretraite/>

<https://www.instagram.com/parisnebatpasenretraite/>

Caisse de grève : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/41fl6ye6>

